



LE SAD FERME ET NOUS SOMMES TRISTES

Si nous avons été anglais, jamais le SAD n'aurait aussi bien porté son nom. Le 29 novembre dernier les syndicats étaient convoqués à une réunion pour leur confirmer la prochaine fermeture du SAD (Service d'Aide à Domicile) du CCAS. Le projet est bien vendu par les protagonistes, avec un discours bien rodé.

La responsable du CCAS et son élu nous expliquent que des associations et structures privées, conventionnées avec le département, vont prendre en charge les 90 usagers encore bénéficiaires de ce service au CCAS. Le personnel titulaire (sept agents) sera reclassé et les contractuels en partie gardés par les « repreneurs ». On nous explique aussi que les 90 usagers vont pouvoir ainsi trouver une meilleure offre de services, et qu'ils seront accompagnés par le CCAS pour cela.

Bref vous l'avez compris tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, les petits plats sont mis dans les grands pour accompagner cette « extinction » de ce service public, comme une mort inéluctable, la fatalité quoi.

Sauf que... non ! ça ne prend pas avec nous. Il n'y a pas de fatalité mais une succession de choix politiques, à tous les étages, qui réduisent les moyens donnés au service public jusqu'à en provoquer la fermeture volontaire.

En décidant de fermer le SAD on peut craindre, sur le long terme, pour l'égalité de traitement des demandes de prise en charge par les gestionnaires privés. Oh ! Scandale ! comment pouvons-nous douter de l'intégrité morale de ceux qui assureront ce service ? Évidemment, nous n'en doutons pas actuellement. Seulement... quand même... QUI peut garantir que dans 10 ans, toutes ces structures privées, ne sélectionneront pas en priorité les dossiers qui leur permettront de facturer sur des tarifs plus intéressants

que ceux conventionnés (donc plafonnés), et laisser sur « liste d'attente » les plus vulnérables financièrement ? Là où la FORCE du service public est de garantir l'égalité de traitement, et la mise en place des moyens nécessaires à la demande sans calcul de rentabilité, d'autres auront-ils cette même intention ? Les exemples de manquent pas, sur le sujet du désengagement du public pour du privé. Nous avons posé cette question durant la réunion ; l'élu nous a répondu que cela était très encadré et que nous nous projetions trop loin, que nul ne sait ce que seront les choses dans dix ans.

C'est bien là le second problème.

Il est triste de constater que nos politiques n'ont plus de vision à long terme, d'un projet de société garantissant la liberté, l'égalité et la fraternité (dans laquelle nous incluons la solidarité) comme une base non négociable du vivre ensemble pour nous et les générations futures. Bien au delà de la fermeture d'un service public, cette décision politique, que nous ne pouvons pas cautionner, met en exergue la crise sociétale que nous traversons. Crise qui a bon dos et qui n'a rien de fatalité elle aussi, puisque qu'elle est provoquée par les attitudes et les décisions des politiques de ces dernières décennies.

Les élus Force Ouvrière Arles
le 14 décembre 2021